

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

DIXIEME SESSION

Documents officiels



SIXIEME COMMISSION, 443^e

SEANCE

**Mercredi 12 octobre 1955,
à 10 h. 50**

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 50 de l'ordre du jour:

Rapport de la Commission du droit international sur les
travaux de sa septième session (*suite*)..... 9

Président: M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapport de la Commission du droit international
sur les travaux de sa septième session (A/2934;
A/C.6/L.349, A/C.6/L.350, A/C.6/L.351)
[suite]**

1. Le **PRESIDENT** signale que le texte espagnol du projet de résolution commun (A/C.6/L.349) a été modifié et souhaite que cette modification (A/C.6/L.349/Corr.1¹) aide à résoudre les difficultés soulevées à la séance précédente.

2. **M. ESCUDERO** (Equateur) a suivi avec beaucoup d'attention l'exposé des motifs qui ont amené la Commission du droit international et son président à demander une modification de l'article 12 de son statut. L'accomplissement de certaines tâches, comme celles de la Commission du droit international, exige des conditions de travail particulières, et Genève semble à cet égard le lieu le plus indiqué. Il est normal d'autre part, étant donné les fonctions qu'occupent les membres de la commission, que la session annuelle se tienne pendant les vacances universitaires.

3. Comme un grand nombre d'autres délégations, la délégation de l'Equateur votera en faveur du projet de résolution commun (A/C.6/L.349). Cette approbation n'est qu'une consécration de la pratique suivie jusqu'ici puisque, sauf à deux reprises, les sessions de la commission se sont toujours tenues à Genève. Le projet dispose d'ailleurs que la commission pourra se réunir ailleurs si les conditions l'exigent. L'état des incidences financières (A/C.6/L.350) prévoit des dépenses supplémentaires de l'ordre de 18.000 à 21.000 dollars, mais ces dépenses sont nécessaires si l'on veut que la Commission du droit international poursuive dans les conditions les plus favorables l'accomplissement de sa tâche remarquable.

4. **M. SPIROPOULOS** (Président de la Commission du droit international) tient à apporter quelques éclaircissements sur l'un des motifs invoqués par la commission à la fin du paragraphe 26 de son rapport (A/2934): le transfert de la commission de New-York à Genève facilitera la tâche du Secrétariat des Nations Unies. En effet, la commission ne peut siéger à Genève qu'entre les sessions d'autres organes et ne peut donc fixer la date ou la durée de ses sessions. Si l'article 12 du statut est accepté sous sa nouvelle forme, la commission aura plus de latitude à cet égard. La question

présente pour elle beaucoup d'importance puisqu'elle doit fixer la date de ses sessions en fonction des vacances universitaires.

5. Dans le document A/C.6/L.350, on envisage une session de 8 semaines, alors que la Commission du droit international s'est prononcée en faveur d'une session de 10 semaines, ce qui semble un minimum si l'on tient compte de toutes les questions dont elle est saisie. A propos du régime de la haute mer, la commission a consacré près de 3 semaines à la question des pêcheries et elle devra y consacrer à nouveau des débats assez longs au cours de sa prochaine session, une fois que les gouvernements auront fait parvenir leurs observations. La commission n'a pas pu examiner la question des immunités diplomatiques et consulaires, puisqu'elle manquait de temps pour l'étude du régime de la haute mer. Elle doit également étudier le plus tôt possible le droit des traités, car son mandat à cet égard est très précis, et il lui reste encore à examiner la question de la responsabilité des Etats. Une session de 10 semaines semble donc un minimum.

6. **M. MIRANDE** (Argentine) félicite la Commission du droit international de son excellent rapport, qui marque une étape vers la codification du droit international.

7. Il ne faut pas sous-estimer la complexité de la tâche dévolue à la commission, et il importe d'offrir à ses membres les conditions de travail les plus favorables. C'est pourquoi la délégation de l'Argentine, faisant siens les arguments invoqués par diverses délégations et par le Président de la Commission du droit international, votera en faveur du projet de résolution, d'autant plus que la modification de l'article 12 du statut ne fait que sanctionner une situation de fait. L'Argentine a toujours été favorable à une politique d'économies, mais, comme le représentant de l'Uruguay l'a indiqué, l'importance de la tâche à laquelle se consacre la commission justifie ces dépenses supplémentaires.

8. **M. CASTAÑEDA** (Mexique), reconnaissant la valeur des arguments invoqués par le Président de la Commission du droit international, votera en faveur du projet de résolution.

9. Il pense d'autre part que la durée des sessions devrait être portée à 10 semaines, en raison du nombre et de la complexité des questions soumises à la commission. La commission a reçu de l'Assemblée générale un mandat très précis, puisqu'elle doit terminer ses travaux en temps utile pour que l'Assemblée puisse examiner en 1956 le régime de la haute mer, le régime des eaux territoriales et tous les problèmes connexes. La question de l'étendue des eaux territoriales est à elle seule très délicate, et la Commission du droit international n'aura pas trop de 10 semaines pour mener sa tâche à bien.

10. **M. SURJOTJONDRO** (Indonésie) félicite la Commission du droit international de son rapport, d'une si haute valeur scientifique.

¹ Ce document est publié en espagnol seulement.

11. Les arguments invoqués en faveur de l'amendement à l'article 12 du statut sont valables, d'autant que cet amendement ne fait que consacrer la pratique suivie. La délégation indonésienne votera donc pour le projet de résolution.

12. M. VALLAT (Royaume-Uni) estime que le second considérant du projet de résolution commun (A/C.6/L.349) renferme une inexactitude, car il ne s'agit pas de "conditions générales": ce sont en réalité des conditions particulières, propres à l'Office européen, qui sont plus favorables pour le genre de travaux que les membres de la commission ont à accomplir.

13. La délégation du Royaume-Uni propose donc de supprimer le mot "générales" au second considérant.

En l'absence d'objections de la part des coauteurs, il en est ainsi décidé.

14. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution présenté par l'Afghanistan, le Panama, les Pays-Bas, la Suède, la Syrie et l'Uruguay (A/C.6/L.349) ainsi amendé.

Par 49 voix contre 0, avec 3 abstentions, le projet de résolution ainsi amendé est adopté.

15. M. JAMIESON (Australie) s'est abstenu lors du vote, car il n'a pas voulu s'opposer à l'adoption d'un texte qui semblait répondre au vœu de la plupart des délégations. Une question de principe se trouve cependant en jeu: en s'écartant des règles admises, on risque de créer un précédent dangereux pour l'Organisation.

16. Le PRESIDENT invite la Sixième Commission à aborder l'examen de la recommandation de la Commission du droit international tendant à modifier l'article 10 de son statut (A/2934, par. 27).

17. M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) indique qu'il est l'auteur de cette proposition, dont le seul objet est de favoriser la continuité des travaux de la commission. La procédure que la commission, de par son mandat, doit suivre pour étudier les questions qui lui sont soumises impose un certain rythme à ses travaux. Il s'écoule nécessairement quatre ou cinq années au moins entre le moment où la commission désigne un rapporteur spécial pour une question et le moment où elle est en mesure, après avoir reçu et étudié les observations des gouvernements, d'approuver un rapport définitif et de le transmettre à l'Assemblée générale.

18. M. Spiropoulos précise que les membres actuels de la commission n'ont pas entendu prolonger leur propre mandat, et ont proposé que l'amendement prenne effet à compter de la date d'entrée en fonctions de leurs successeurs.

19. M. SEPULVEDA (Chili) est opposé à ce que l'on porte à cinq ans le mandat des membres de la Commission du droit international. Les raisons qui militent en faveur de cette proposition pourraient d'ailleurs être invoquées pour prolonger ce mandat bien davantage encore. M. Sepulveda fait observer que les membres de la commission sont rééligibles. Si la présence de certains d'entre eux est nécessaire pour la continuité des travaux, ils peuvent aisément être réélus. Il serait à craindre qu'une prolongation générale du mandat de tous les membres ne rende l'accès de la commission plus difficile à des éléments nouveaux.

20. M. VALLAT (Royaume-Uni) déclare que sa délégation a préparé, au sujet de cette question, un projet de résolution (A/C.6/L.351) qui sera distribué au cours de la séance.

21. Il fait observer que le représentant du Chili lui-même a admis que certaines raisons militaient en faveur de l'amendement proposé au statut. L'expérience a clairement montré que trois années ne suffisent pas aux membres de la commission pour accomplir les tâches qui leur sont dévolues. La procédure que doit suivre la commission ne lui permet pas d'étudier dans ce délai les questions dont elle est saisie. Le facteur de continuité des travaux, qui vaut pour tous les membres de la commission, vaut tout particulièrement pour ceux qui sont nommés rapporteurs spéciaux. L'expérience a montré que la durée optimum du mandat serait de cinq ans. Il serait préférable que tous les membres soient élus en même temps, car ils pourraient alors préparer ensemble le programme de leurs travaux et l'exécuter en équipe. Il se créerait ainsi un esprit de corps très favorable aux travaux de la commission.

22. M. Vallat fait ressortir que les méthodes de travail de la commission ne sont pas comparables à celles de la Cour internationale de Justice et que l'on ne peut donc s'inspirer du mode d'élection des membres de la Cour.

23. Le représentant du Royaume-Uni a noté avec intérêt les observations et les suggestions faites par le représentant des Etats-Unis à la séance précédente, mais il lui semble préférable de se borner actuellement à donner effet à la recommandation de la Commission du droit international. L'Assemblée générale démontrera ainsi sa confiance en cet organe.

24. M. SEN (Inde) appuie le projet de résolution du Royaume-Uni.

25. Il partage l'opinion du Président de la Commission du droit international et du représentant du Royaume-Uni, et ne pense pas que les craintes du représentant du Chili soient justifiées. Pour un organe dont la fonction principale est de promouvoir le développement progressif du droit international et sa codification, l'élément de continuité dans les travaux est de toute première importance. C'est pourquoi M. Sen juge préférable de ne pas procéder à des élections tous les deux ans. Le mandat de cinq ans proposé par la Commission du droit international semble être mieux adapté aux tâches qui sont confiées à cet organe.

26. M. Sen pense, comme le représentant du Royaume-Uni, que la proposition des Etats-Unis gagnerait à être examinée ultérieurement.

27. M. MEMON (Pakistan) souligne que les travaux confiés à la Commission du droit international sont généralement très délicats, qu'ils exigent des études approfondies et qu'ils ne peuvent donc être effectués rapidement. Il pense que l'Assemblée générale pourrait se prononcer en faveur du mandat de cinq ans — qui lui paraît un minimum — quitte à le prolonger de nouveau plus tard, si besoin était. De plus, il serait préférable que les membres de la commission soient tous élus simultanément.

28. Les objections formulées par le représentant du Chili ne paraissent pas très convaincantes, car les membres de la Commission du droit international sont élus en raison de leur compétence en matière de droit international et non pas en tant que représentants de leur pays. D'autre part, la possibilité de réélections, qu'a fait valoir le représentant du Chili, est nécessairement assujettie à diverses contingences, d'ordre politique, notamment.

29. Quant à la proposition du représentant des Etats-Unis, elle est intéressante, mais M. Memon pense qu'il serait préférable d'en remettre l'examen à plus tard.

30. La délégation du Pakistan appuiera le projet de résolution dont la commission est saisie.

31. M. GABRE-EGZY (Ethiopie) note qu'au paragraphe 25 du rapport de la Commission du droit international, il est dit que la commission a décidé à l'unanimité de recommander un amendement à l'article 12 de son statut, mais qu'au paragraphe 27, qui traite de la recommandation d'amendement à l'article 10, il n'est pas question d'unanimité. Il voudrait savoir quelle a été l'opinion de la minorité de la Commission du droit international à ce sujet.

32. M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) ne se souvient d'aucune opposition à cette dernière recommandation. Si l'on a tenu à souligner le caractère unanime de la décision concernant l'amendement à l'article 12 du statut, c'est sans doute pour la simple raison que, lors d'une session précédente, un ou deux membres de la commission avaient exprimé des doutes sur l'opportunité de réunions tenues à Genève.

33. En réponse à une question de M. JAMIESON (Australie), M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) précise qu'à sa septième session la commission a élu deux membres en application de l'article 11 de son statut. M. Spiropoulos, qui avait lui-même préconisé le principe de la cooptation au moment où le statut a été élaboré, pense que ce principe ne sera plus aussi nécessaire si le mandat des membres est porté à cinq ans, et qu'il serait à cet égard utile d'examiner la proposition des Etats-Unis.

34. M. NIKOLAEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), pour les raisons qui ont déjà été exposées par divers orateurs, est lui aussi partisan de prolonger le mandat des membres de la commission; il appuiera le projet de résolution présenté en ce sens par la délégation du Royaume-Uni. Il estime lui aussi qu'un mandat de cinq ans serait le mandat optimum.

35. M. AMADO (Brésil) se félicite de ce que les représentants qui sont intervenus avant lui dans la discussion aient mis en relief le seul souci dont s'inspire la proposition d'amendement envisagée: celui de l'efficacité des travaux de la Commission du droit international. Cette considération doit prendre le pas sur toutes les autres, notamment sur une sorte de respect humain qui, à un certain moment, faisait hésiter quelques membres de cette commission, préoccupés de ce qu'ils pourraient être accusés de chercher à faire durer une situation personnelle. Ce reproche, s'il était formulé, ne tiendrait pas compte du fait que de nombreux membres de la Commission du droit international consentent des sacrifices considérables pour collaborer à une œuvre à laquelle les juristes du monde entier portent le plus vif intérêt et qui ajoute beaucoup au prestige de l'Organisation des Nations Unies.

36. L'expérience montre qu'il est indispensable d'assurer la continuité des travaux de la commission, notamment dans la rédaction des rapports des rapporteurs spéciaux, et l'amendement proposé favorisera cette continuité.

37. M. MAURTUA (Pérou) partage les craintes du représentant du Chili.

38. La mesure proposée pourrait servir à perpétuer une sorte de régime préférentiel en faveur de certains pays. Les arguments invoqués dans la discussion, notamment par le Président de la Commission du droit international, ne sont pas convaincants. L'œuvre de la commission ne doit pas dépendre de la personnalité d'un ou de plusieurs de ses membres; chacun des juristes

qui y siègent doit être en mesure de traduire, dans un rapport, les vues de ses collègues.

39. La prolongation projetée de la durée du mandat n'est pas une mesure d'importance secondaire: son adoption porterait atteinte au principe de la répartition géographique, au système de roulement qu'implique l'article 8 du statut de la commission lorsqu'il dispose qu'il faut assurer la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

40. Il va de soi qu'il est important de favoriser la continuité des travaux, mais on peut le faire par des mesures visant l'organe en soi et non la personne de ses membres. Il faut adopter une solution qui concilie ce souci de continuité et les aspirations légitimes de tous les gouvernements.

41. M. SALAMANCA (Bolivie) croit bon de souligner que, aux termes de l'amendement projeté, la prolongation de la durée du mandat ne prendrait effet que le 1er janvier 1957, date de l'entrée en fonctions des membres qui seront élus par l'Assemblée générale à sa onzième session. On ne saurait donc prétendre qu'elle aboutirait à perpétuer la situation existante. Une fois entrée en vigueur, elle n'entraînerait aucune permanence. Il s'agit d'une mesure de portée limitée, destinée à résoudre un problème dont l'existence ne peut être niée. L'expérience a abondamment démontré qu'un mandat de trois ans est insuffisant: les nouveaux membres de la commission sont obligés de reprendre l'étude de questions déjà débattues par leurs prédécesseurs.

42. Nul ne songe à nier que la Commission du droit international doive refléter toutes les tendances. Actuellement, cette large représentation est assurée. Rien ne permet de croire qu'il en serait autrement si la durée du mandat était portée à cinq ans. La mesure projetée ne changerait pas le caractère démocratique du mode d'élection. La délégation de la Bolivie appuiera donc l'amendement envisagé.

43. M. TARAZI (Syrie) déclare que, faisant siens les arguments exposés par le Président de la Commission du droit international et par divers représentants, la délégation de la Syrie approuvera la prolongation envisagée.

44. M. ALFONSIN (Uruguay) constate que la proposition est logique. Il semble établi qu'une durée de trois ans est insuffisante, et il convient donc de la prolonger. Cependant, il est peut-être arbitraire de la fixer à cinq ans. Certaines études peuvent être menées à bien en moins de temps, d'autres exigent des délais plus considérables. D'autre part, il arrive nécessairement que des études soient entreprises alors que les membres de la commission exercent leurs fonctions depuis un certain temps déjà. La prolongation du mandat ne résoudra pas le problème dans ces cas particuliers. Il existe bien la possibilité de la réélection, mais ce n'est qu'une possibilité là où il faudrait une certitude.

45. On pourrait peut-être étudier d'autres méthodes, notamment celle du renouvellement partiel, échelonné, suggérée par le représentant des Etats-Unis d'Amérique. Cette solution permettrait d'assurer une représentation complète des formes de civilisation et des systèmes juridiques.

46. Pour ces motifs, le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni (A/C.6/L.351) ne donne pas entièrement satisfaction à la délégation de l'Uruguay.

47. M. CARPIO (Philippines) pense que la discussion, très utile, a permis de dégager une préoccupation

dominante, celle d'assurer la continuité des travaux de la Commission du droit international. La suggestion des Etats-Unis d'Amérique, à laquelle le représentant de l'Uruguay vient de donner son appui, aurait une très grande valeur à cet égard.

48. On a souligné qu'il fallait assurer à la Commission du droit international une représentation aussi large et aussi variée que possible. Il semble regrettable que le projet de résolution du Royaume-Uni maintienne la possibilité de la réélection, système qui pourrait aboutir à interdire perpétuellement à de nombreux pays toute participation active aux travaux de la com-

mission. De plus, si la durée du mandat est portée à cinq ans, le principal argument en faveur du système de la réélection disparaîtra.

49. Le représentant des Philippines rappelle que la mesure envisagée ne prendrait effet que le 1er janvier 1957; elle ne présente donc aucun caractère d'urgence. Il serait sage de laisser aux délégations le temps d'étudier tous les aspects du problème et de se mettre en rapport avec leurs gouvernements. Un ajournement à la prochaine session pourrait même être envisagé.

La séance est levée à 13 h. 5.